

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 29/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lyondell Basell Services France SAS

Dépôt du Port de la Pointe
13130 Berre-l'Étang

SPR/UICPE/JN/n° 433-2024

Références : NN/JPP-D-0068-MRT-2024

Code AIOT : 0006400988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 24/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A la suite de la visite d'inspection du 02/11/2022 portant sur la vérification du respect des dispositions relatives à définition et à la caractérisation de toutes les sources d'émissions diffuses de COV imposées par l'arrêté préfectoral du 21/04/2021 (dit APC COV), l'Inspection des installations classées a formulé des observations et relevé une non-conformité à l'article 10 de l'APC COV du 21/04/2021. Cette non-conformité a fait l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure au travers du rapport de l'Inspection en date du 23/02/2023. La visite d'inspection du 07/12/2023 a pour l'objectif de faire un bilan d'avancement des actions menées par l'exploitant en réponse à ces constats.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS
- Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006400988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell PolyOléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),
- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Repérage des équipements liés à des émissions fugitives de COV CMR prioritaires et COV
- Méthodologie de quantification des émissions de COV et COV CMR
- Maintenance curative des émissions diffuses fugitives

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractérisation des sources d'émission	AP Complémentaire du 21/04/2021, article 3	Sans objet
2	Quantification des émissions	AP Complémentaire du 21/04/2021, article 4	Sans objet
3	Maintenance curative des émissions diffuses fugitives	AP Complémentaire du 21/04/2021, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 07/12/2023 a permis de constater la bonne mise en œuvre des actions correctives sur les équipements fuyards constatés en 2022. Ceci permet de lever la proposition de mise en demeure formulée à la suite de la visite du 02/11/2022 faisant l'objet du rapport de l'Inspection en date du 23/02/2023.

L'Inspection a également constaté que le repérage de 100% des équipements liés à des émissions fugitives des COV CMR prioritaires a été réalisé en 2023.

L'Inspection note les engagements suivants de l'exploitant :

- réaliser le repérage des équipements restants liés à des émissions fugitives des COV non CMR prioritaires à l'échéance de la fin du premier semestre 2024,
- transmettre la note détaillée portant sur la méthodologie de quantification des émissions de COV et COV CMR à l'échéance de la fin du premier trimestre 2024,
- réaliser la mesure de contrôle des deux fuites résiduelles concernant le bac T1602 dès que ce dernier sera sous produit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractérisation des sources d'émission

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des sources d'émissions
Prescription contrôlée : [...] Il procède également au repérage des équipements liés à des émissions fugitives des COV CMR prioritaires et COV tels que définis à l'article 1 du présent arrêté et en établit un recensement. [...]
Constats : A la suite de la visite d'inspection du 02/11/2022, il a été demandé à l'exploitant de mettre en œuvre une action corrective afin de s'assurer de l'exhaustivité du repérage des équipements liés à des émissions fugitives des COV CMR prioritaires et COV. Lors de la visite d'inspection du 07/12/2023, l'exploitant a présenté le rapport n° 17755828-1 rev1 du 14/11/2023 relatif à la campagne 2023 de mesure et de réduction des émissions fugitives de COV. Ce rapport indique que : <ul style="list-style-type: none">la ré-identification de 100 % lignes COV CMR prioritaires a été réalisée en 2023. Un contrôle par sondage des tags associés au bac T722 et T1602 lors de la visite du site n'a pas relevé d'écart par rapport au tableau de recensement présenté par l'exploitant ;la ré-identification de toutes les lignes COV restantes est prévue sur la campagne de 2024 (échéance fin du premier semestre 2024). L'exploitant s'est engagé à transmettre le rapport de la campagne de 2024 dès que celui-ci sera disponible afin de justifier la bonne réalisation de cette action. Ce point fera l'objet de contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection. Il est à noter qu'avant 2023, plus de 80% des tags étaient manquants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Quantification des émissions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Méthodologie de quantification des émissions de COV et COV CMR
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant justifie la quantité émise calculée sur la base d'une corrélation avec des mesures in situ ou par une note détaillée sur la méthodologie retenue et le résultat obtenu. Cette note peut faire l'objet d'une tierce expertise sur décision de l'inspection des installations classées, conformément à l'article L.181-13 du code de l'environnement.
Constats : A la suite de la visite d'inspection du 02/11/2022, il a été demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des installations classées la note détaillée portant sur la méthodologie de quantification des émissions de COV et COV CMR.

Le jour de la visite d'inspection du 07/12/2023, l'exploitant a indiqué qu'à cause d'un problème de ressources du personnel, cette note n'a pas pu être finalisée. Il est à rappeler que le site du Port de la Pointe dispose d'un tableau de recensement des sources d'émissions atmosphériques de COV CMR prioritaires et COV qui comporte une évaluation de la quantité de COV émise et indique le mode de calcul utilisé pour chaque source identifiée.

L'exploitant s'est engagé à transmettre la note détaillée portant sur la méthodologie de quantification des émissions de COV et COV CMR à l'échéance de la fin du premier trimestre 2024. Ce point fera l'objet de contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maintenance curative des émissions diffuses fugitives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2021, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan des actions correctives

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée :

1. Un équipement accessible fuyard à plus de 1000 ppm pour les COV CMR prioritaires ou 5 000 ppm pour les COV (1er seuil d'action) fait l'objet des actions suivantes :

1.1. Cas d'un équipement non réparable unité en marche :

1.1.1. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection la justification d'impossibilité technique de réparer la fuite unité en marche ;

1.1.2. Mise en place d'une surveillance annuelle au point de fuite afin d'identifier une dérive pour les COV et surveillance semestrielle pour les COV CMR prioritaires ;

1.1.3. Si la concentration de fuite double entre 2 mesures, l'exploitant anticipe la définition des dispositions particulières pouvant être mise en place d'ici au remplacement de l'équipement ;

1.1.4. Réparation et/ou changement de l'équipement dès qu'une opportunité se présente (arrêt de l'équipement pour d'autres travaux de maintenance...) ou au premier arrêt de l'unité permettant la réalisation de l'opération ;

1.1.5. Mesure au point de fuite réparée sous 6 mois à compter de la date de remplacement ;

1.2. Cas d'un équipement réparable unité en marche :

1.2.1. Maintenance de l'équipement sous 1 mois à compter de la date de quantification de la fuite ;

1.2.2. Mesure au point de fuite réparée sous 1 mois à compter de la date d'intervention ;

1.2.3. Si l'équipement est toujours fuyard, remplacement de l'équipement dans les meilleurs délais qui ne peuvent excéder 6 mois à compter de la date de la mesure définie au 1.2.2 ;

1.2.4. Mesure sous 6 mois à compter de la date de remplacement.

1.3. Sous un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté, le seuil fixé à 1000 ppm à l'article 10.1 est abaissé à 500 ppm.

2. Un équipement accessible fuyard à plus de 5 000 ppm pour les COV CMR prioritaires ou 100 000 ppm pour les COV (2nd seuil d'action) fait l'objet des actions suivantes :

2.1. Cas d'un équipement non réparable unité en marche :

2.1.1. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection la justification d'impossibilité technique de réparer la fuite unité en marche ;

<p>2.1.2. Mise en place d'un dispositif compatible avec la sécurité des procédés permettant de revenir en deçà du premier seuil d'action sous 6 mois à compter de la date de détection ;</p> <p>2.1.3. Suivi semestriel, au titre du risque industriel, au point de fuite ou de l'efficacité du dispositif éventuellement mis en place ;</p> <p>2.1.4. Remplacement ou réparation de l'équipement dès qu'une opportunité se présente (arrêt de l'équipement pour d'autres travaux de maintenance...) ou au premier arrêt de l'unité permettant la réalisation de l'opération ;</p> <p>2.1.5. Mesure au point de fuite de l'équipement remplacé sous 6 mois à compter de la date de l'intervention.</p> <p>2.2. Cas d'un équipement réparable unité en marche :</p> <p>2.2.1. Maintenance de l'équipement sous 1 mois à compter de la date de quantification de la fuite ;</p> <p>2.2.2. Mesure au point de fuite réparée sous 1 mois à compter de la date de d'intervention;</p> <p>2.2.3. Si l'équipement est toujours fuyard, remplacement de l'équipement dans les meilleurs délais qui ne peuvent excéder 6 mois à compter de la date de mesure définie au 2.2.2 ;</p> <p>2.2.4. Mesure sous 3 mois à compter de la date de remplacement.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la suite de la visite d'inspection du 02/11/2022, les retards dans la réalisation des actions de réparation, de remplacement et de mesure des équipements fuyards relevées dans la liste des fuites résiduelles ont conduit l'Inspection à proposer à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 10 de l'APC COV du 21/04/2021.</p> <p>Lors de la visite du 07/12/2023, l'exploitant a présenté le rapport de la campagne 2023 de mesure et de réduction des émissions fugitives de COV qui comporte la liste des fuites résiduelles. L'inspection a constaté par sondage que les réparations, resserrages et mesures de contrôle ont été réalisés sur les équipements fuyards constatés en 2022.</p> <p>Le rapport de 2023 ne relève plus que deux fuites résiduelles mais non actives de tag 14190 et tag 14193 associées au bac T1602. L'exploitant indique que toutes les réparations ont été réalisées. Toutefois, ce bac étant sous azote, il faudrait attendre sa remise sous produit pour pouvoir réaliser la mesure de contrôle. L'exploitant a confirmé son engagement de faire cette mesure dès possible. Ce point fera l'objet de contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'Inspection des installations classées considère que l'avancement des actions curatives sur les équipements fuyards est satisfaisant et permet de lever la proposition de mise en demeure formulée à la suite de la visite du 02/11/2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>